

La calomnie ou les paradoxes de la liberté d'expression

Antoine LILTI

Deux ouvrages consacrés à la calomnie au siècle des Lumières mettent en relief le caractère explosif de la parole et de la littérature lorsqu'elles ont libre cours. Mais les attaques visant le roi et Marie-Antoinette ne tardent pas à menacer aussi le nouveau pouvoir démocratique. Dès lors, comment rendre compatibles les principes de la liberté de la presse avec la protection des réputations individuelles ?

Recensés :

Robert Darnton, *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800*, Paris, Gallimard, 2010.

Chuck Walton, *Policing Public Opinion in the French Revolution. The Culture of Calumny and the Problem of Free Speech*, New York, Oxford University Press, 2009.

D'invérifiables rumeurs circulent sur les frasques sexuelles du chef de l'État et de son épouse ; de pseudo-journalistes, peu considérés par leurs confrères, les colportent ; la population, tout en affectant de mépriser ces nouvelles, les recherche avec une avidité malsaine ; le pouvoir s'inquiète, au point de diligenter une enquête de police. Scène familière ? Pourtant, il n'est pas question ici des péripéties médiatiques de Nicolas Sarkozy, des dérives de la blogosphère, ni même des déboires récurrents de la famille royale d'Angleterre confrontée à la curiosité des tabloïds, mais des libelles qui, sous l'Ancien Régime, racontaient à loisir, et de façon à peine voilée, les anecdotes scandaleuses, supposées ou totalement imaginées, de la cour de France. De ces libelles, tout ce que vous désirez savoir se trouve dans le dernier livre de Robert Darnton, *Le Diable dans un bénitier*.

Les « Rousseau du ruisseau »

Depuis trente ans, Robert Darnton a profondément renouvelé notre vision du XVIII^e siècle. Grâce à l'apport de l'histoire du livre et de la lecture, grâce à un intérêt jamais démenti pour le monde social des auteurs et à une curiosité inlassable pour les ouvrages les moins canoniques de la production littéraire, il a posé un regard neuf sur les origines culturelles de la Révolution française : selon lui, ce ne sont pas les chefs-d'œuvre de Rousseau et de Montesquieu qui ont sapé les fondements intellectuels de l'Ancien Régime, mais plutôt les pamphlets érotico-politiques de la bohème littéraire qui ont désacralisé la monarchie et miné son prestige¹. Cette lecture, qui insiste sur la situation paradoxale d'une génération de jeunes écrivains, les « Rousseau du ruisseau », attirés par le prestige nouveau de l'homme de lettres, mais obligés pour survivre de rédiger des libelles scandaleux, a suscité bien des débats. Certains historiens lui ont reproché de négliger le rôle des idées dans les origines de la Révolution française, d'autres de surestimer les effets politiques produits par la lecture des libelles, d'autres encore d'exagérer le clivage du champ littéraire entre philosophes installés et nouveaux venus contestataires. Darnton a lui-même répondu à ces critiques, en affinant ses arguments, en dressant une liste précise des meilleures ventes de la librairie clandestine du XVIII^e siècle, mais aussi en montrant que sa méthode pouvait s'appliquer à des œuvres ou à des auteurs plus canoniques : ce sont les études désormais classiques sur l'histoire éditoriale de l'*Encyclopédie* ou sur le courrier des lecteurs de Rousseau².

Au cœur de cette œuvre, les libelles occupent néanmoins une place centrale, non seulement les fameuses attaques pornographiques contre Marie-Antoinette, bien connues et étudiées, mais aussi ces succès de la littérature clandestine que furent *Les Anecdotes sur Mme la comtesse Du Barry* de Pidansat de Mairobert, ou *Le Gazetier cuirassé ou Anecdotes scandaleuses de la cour de France*, de Charles Théveneau de Morande, publiés la même année, en 1771, en pleine tempête politique. Darnton n'a jamais cessé d'étudier leur circulation et de s'intéresser aux milieux qui les produisent. En publiant *Le Diable dans le bénitier*, il offre en quelque sorte le bilan de ce travail de longue haleine. Le lecteur y

¹ La première formulation de cette thèse a été développée dans une série d'articles publiés au cours des années 1970 et réunis dans *The Literary Underground of the Old Regime*, trad. fr., *Bohème littéraire et révolution*, Paris, Gallimard, 1983.

² Notamment Robert Darnton, *L'aventure de l'Encyclopédie, 1775-1800, un best-seller au siècle des Lumières*, Paris, Perrin, 1982. Pour une bonne idée des débats suscités, voir *The Darnton Debate: Books and Revolution in the Eighteenth Century*, Haydn T. Mason (ed.), Oxford, Voltaire Foundation, 1998. Une des remises en causes les plus récentes est celle de Simon Burrows, *Blackmail, Scandal, and Revolution: London's French Libellistes, 1758-92*, Manchester, Manchester University Press, 2006, qui conteste avec virulence le rôle qu'auraient joué les libelles et les libellistes dans la crise de l'Ancien Régime.

retrouvera tout ce qui fait le charme des livres de Darnton : l'alacrité du récit, le goût de l'archive et de la découverte bibliographique, le goût pour les personnages pittoresques et leurs aventures rocambolesques. En revanche, l'équilibre narratif s'est en quelque sorte inversé : là où l'historien proposait autrefois des thèses tranchées, souvent provocatrices, appuyées sur quelques exemples habilement suggestifs, l'argument est maintenant plus nuancé, et laisse toute la place à une étude systématique de ces polygraphes et des pamphlets qu'ils écrivaient à tours de bras.

Des mazarinades aux libelles prérévolutionnaires

Il existe plusieurs façons de lire une telle somme. La première est d'y chercher la réponse à une question fameuse : les (mauvais) livres font-ils les révolutions ? Sur ce point, le lecteur sera sans doute déçu, car Darnton reste prudemment en retrait de ses affirmations antérieures. Certes, il réaffirme qu'un tel déferlement d'outrages aux élites de la cour a bien dû distendre le lien affectif et politique entre le peuple et la Monarchie, mais, à force de nuances, l'argument devient plus hypothétique. D'ailleurs, le livre montre que les libelles n'ont pas disparu avec la Révolution – bien au contraire – et que la culture politique révolutionnaire n'a pas hésité à réemployer les méthodes de la dénonciation calomnieuse et de l'anecdote scandaleuse.

Le lien direct entre les libelles et la chute de l'Ancien Régime s'estompe ainsi, au profit d'une analyse de plus longue durée des codes de cette littérature satirique et de ces usages politiques. Au fond, tout se passe comme si le débat historiographique sur les origines de la Révolution, qui fut si important au moment du bicentenaire, apparaissait maintenant dépassé. Et, après tout, si l'on s'inscrit dans une perspective comparatiste, l'Angleterre qui connaissait une plus grande liberté de la presse et où de telles attaques étaient monnaie courante, y compris dans la presse quotidienne, n'en a pas moins développé au tournant du siècle un attachement patriotique à la famille royale.

La deuxième lecture, sans doute plus fidèle à l'ambition de l'auteur, est de plonger à sa suite dans le monde des libelles et des libellistes, dont il offre une description bigarrée, avec ses codes, ses usages, ses grands hommes et ses renégats. Robert Darnton a ici beaucoup à offrir, grâce à une connaissance inégalée des acteurs de ce petit théâtre. Il a même déniché un ouvrage totalement oublié, un roman à clés qui décrit justement les mœurs de cette bohème littéraire et qui fut rédigé par un auteur prolifique de libelles, Anne Gédéon Lafitte, marquis

de Pelleport, pendant un long séjour à la Bastille³. Personnage haut en couleurs de noble déclassé, Pelleport est aussi l'auteur d'un autre roman à clés, ce *Diable dans un bénitier* auquel Darnton a emprunté son titre : ce véritable brûlot raconte avec force détails les tentatives infructueuses de l'inspecteur de police Receveur pour démanteler le réseaux des libellistes réfugiés à Londres, ainsi que la trahison de Théveneau de Morande, le prince des libellistes devenu informateur de la police.

Un des éléments les plus intéressants de la description offerte par Darnton concerne en effet les liens complexes entre les libellistes londoniens et la police française chargée de les surveiller, mais aussi et surtout de négocier la suppression des ouvrages diffamatoires. Un jeu complexe de chantage et de marchandage se dessine : des inspecteurs de police sont envoyés en mission à Londres pour infiltrer le milieu des auteurs français qui, en retour, exigent de l'argent pour ne pas publier leurs recueils d'anecdotes scandaleuses. Les liens sont toutefois ambigus, car certains auteurs acceptent de travailler pour la police, tandis qu'à l'inverse l'inspecteur de la librairie Pierre-Antoine-Auguste Goupil organise un vaste trafic de libelles clandestins, qu'il fait lui-même rédiger avant d'en faire miroiter les dangers à ses supérieurs et de les faire racheter à prix d'or.

Ces jeux de connivence, ainsi que les romans où les libellistes se mettent eux-mêmes en scène et se moquent des efforts de la police, sont assez fascinants pour ce qu'ils révèlent de la machine administrative et policière de la monarchie absolue, et Darnton excelle à les décrypter. Mais ils jettent aussi un doute sur l'importance politique réelle de ces libelles, tant ils donnent l'impression de fonctionner dans une sorte de système clos, saturé d'autoréférentialité. Et si la police était la seule à croire vraiment au danger des libelles ? Et si les dysfonctionnements des autorités policières ainsi que la paranoïa du pouvoir avaient artificiellement nourri le marché de cette littérature à scandale, en faisant du chantage à la calomnie un exercice périlleux mais lucratif ? Dans ce cas, les archives de police et les libelles eux-mêmes, loin d'être deux sources opposées que l'on peut confronter, formeraient en quelque sorte un seul corpus en miroir, qui risquerait de nous conduire à en surestimer l'impact.

³ Robert Darnton réédite par ailleurs cet ouvrage, qu'il présente un chef-d'œuvre littéraire méconnu, ce qui est peut-être beaucoup dire : Marquis de Pelleport, *Les Bohémiens*, éd. R. Darnton, Paris, Mercure de France, 2010 (1^{ère} édition, 1790).

Une troisième lecture possible, enfin, est de prendre au sérieux la calomnie comme objet d'histoire. Un des apports de l'analyse de Darnton est de montrer que la calomnie, constitue un genre littéraire et éditorial en soi qui repose sur l'ambition de dévoiler, de façon plus ou moins explicite, les secrets des grands. Comme tout genre, la calomnie peut se targuer de relever d'une tradition littéraire, identifiée à l'œuvre de l'Arétin, dont la réputation est alors profondément ambivalente : décrié comme un maître de la calomnie, il est aussi vanté pour son courage face aux Grands et à l'Église, si bien que Voltaire n'hésite pas à s'en réclamer.

Ainsi, grâce à son pedigree littéraire et au contexte absolutiste, la calomnie cesse d'être une simple diffamation et tend à se rapprocher de la dénonciation, et donc d'une forme de critique à la fois sociale et politique. Darnton offre, dans la deuxième partie de son livre, une exploration des « ingrédients de base », notamment la nouvelle et le portrait, qui constituent cette littérature, fondée sur le modèle des vies privées où les anecdotes scandaleuses ont toujours une signification politique. La difficulté, dès lors, est de distinguer ce qui relève d'une tradition d'écriture, relativement codifiée, que l'on retrouve aussi bien dans la Rome de la Renaissance et le Paris de la Fronde que dans la France des Lumières, et ce qui correspond à une transformation socio-culturelle propre à l'Ancien régime finissant, à la rencontre avec le journalisme anglais et au nouveau régime de circulation imprimée des nouvelles. Pour le dire autrement, les libelles qui ridiculisent les mœurs de Louis XV et des maîtresses royales, puis ceux qui dénoncent les dépravations de Marie-Antoinette, sont-ils d'une autre nature que les pasquinades et les mazarinades des siècles précédents ?

La libération de la parole et la transition démocratique

Le hasard éditorial, qui laisse peut-être entrevoir une conjoncture historiographique, veut que paraisse, presque au même moment, un autre ouvrage consacré lui aussi à la calomnie à la fin du XVIIIe siècle. Charles Walton est un ancien étudiant de Darnton, mais son approche est différente : ce qui l'intéresse est de comprendre comment les intellectuels des Lumières, puis les révolutionnaires, ont dû s'efforcer de rendre compatible les nouveaux principes de la liberté de la presse avec la protection des réputations individuelles. Le face-à-face n'est plus celui de la police et des libellistes, mais celui du nouvel ordre libéral et égalitaire, fondé par la Révolution, et de la culture de l'honneur, si profondément enracinée dans la société d'Ancien Régime.

Dans cette perspective, Walton délaisse l'exploration des libelles comme genre éditorial pour nouer trois approches : une histoire intellectuelle des débats sur la liberté de la presse, qui aboutissent à l'article XI de la déclaration des droits de l'homme, puis se poursuivent sous la Révolution ; une histoire culturelle des logiques de l'honneur, si prégnantes sous l'Ancien Régime et qui sont loin de disparaître avec la société d'ordre ; enfin, une histoire socio-politique des micro-conflits qui mettent en jeu, sous la Révolution, les pratiques calomnieuses et l'honneur des individus. De l'articulation de ces trois analyses, menées à des échelles différentes, résulte une thèse forte : la violence révolutionnaire, notamment sous la Terreur, s'expliquerait par le passage brutal d'une société structurée par la culture de l'honneur, où la valeur sociale d'un individu tient d'abord à sa réputation et où la calomnie est le pire des crimes, à une société libérale, formellement égalitaire, où la liberté d'expression est théoriquement assurée. L'habileté de la démonstration consiste à montrer que ce ne sont pas les principes jacobins qui sont responsables de la violence révolutionnaire, mais plutôt les principes libéraux, non en raison d'un vice intrinsèque, mais de la charge explosive que revêtait leur application à une société encore très fortement structurée par une conception hiérarchique et morale des rapports sociaux.

Comme toute interprétation globale de la radicalisation révolutionnaire et de la Terreur, la thèse de Walton sera discutée, et peut-être contestée, mais elle présente le mérite indéniable de sortir des fausses alternatives (la théorie des circonstances ou l'idéologie jacobine) et de remettre au centre de l'analyse les difficultés de toute transition démocratique. Surtout, chemin faisant, le lecteur apprend beaucoup des difficultés que recèle l'idée même de liberté d'expression dans les débats des Lumières et de la Révolution. Il découvre que les plus libéraux des philosophes des Lumières, comme Condorcet, ne furent jamais partisans d'une liberté totale de la presse, au sens où nous l'entendons, qu'ils se contentaient d'une suppression de la censure préalable et mettaient des bornes parfois étroites à la liberté d'expression. Il apprend aussi que les positions véritablement libertariennes, selon lesquelles il faut faire une entière confiance au jugement de l'opinion publique et ne rien interdire, furent toujours très minoritaires, même pendant les premières années de la Révolution. Les députés furent eux-mêmes vite confrontés au redoutable problème que posait leur propre respectabilité, et leur propre vulnérabilité à la calomnie. Ils ne tardèrent pas à inventer un crime de lèse-nation, qui protégeait leur dignité, sur le modèle de celui de lèse-majesté.

La déclaration des droits de l'homme de 1789, en affirmant que « la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la Loi » (art. XI), avait à la fois établi un droit et posé ses limites, laissant ouverte leur détermination future. Les abus évoqués pouvaient être de diverses sortes, du blasphème à la sédition, mais la plupart des révolutionnaires avaient fortement conscience, comme l'écrivait Brissot, qui fut lui-même journaliste et nouvelliste avant la Révolution, que « punir la calomnie sans menacer la liberté de la presse est le problème le plus difficile à résoudre en politique ».

Parti d'une interrogation sur le contrôle de l'esprit public sous la Révolution, Walton a rencontré la question des limites légitimes de la liberté d'expression : comment fonder la liberté de la presse tout en protégeant la réputation ou la dignité des individus ? C'est un enjeu auxquels nos sociétés libérales contemporaines sont sans cesse confrontées, et pour lequel l'héritage des Lumières est bien plus complexe, et donc plus intéressant, que la fameuse formule si souvent attribuée à Voltaire (« Je ne suis pas d'accord avec vos idées, mais je me battrais pour que vous puissiez les exprimer »), dont Walton rappelle opportunément qu'elle est évidemment apocryphe. Lus conjointement, son livre et celui de Darnton dessinent ainsi un espace public bien différent de celui que les dix-huitiémistes ont arpenté ces dernières décennies : non plus un espace habermasien de l'usage rationnel de la raison ou de la sociabilité harmonieuse, mais un ensemble de discours malveillants et de rumeurs, tributaires des innombrables conflits sociaux et politiques, mais mus aussi par la fascination nouvelle, entretenue par la presse, pour la vie privée des hommes célèbres et des courtisans.

Faut-il y voir l'indice d'une évolution historiographique ? Il sera bien sûr possible de lire ces deux ouvrages sous l'angle de questions traditionnelles : les origines de la Révolution ou l'histoire de la liberté d'expression. Il me semble pourtant qu'ils mettent en évidence une dimension plus saillante de notre rapport contemporain, à la fois historiographique et politique, aux Lumières : celui d'un héritage ambigu, constitué davantage d'un ensemble de problèmes et de contradictions que d'un stock de valeurs qu'il s'agirait de défendre ou de réactiver. La calomnie, comme objet historique, oblige ainsi à penser historiquement les liens complexes qu'entretiennent les dispositifs institutionnels garantissant la liberté d'expression, ou sa répression, les formes d'écriture relevant de la dénonciation politique, et la publicisation de la vie privée des personnes célèbres.

Dès lors, les relations équivoques entre l'idéal démocratique et la sphère médiatique ne peuvent plus être racontées sur le mode d'une longue dérive, qui conduirait d'un espace public critique à une société du spectacle menacée par la peoplisation générale : mieux vaut reconnaître, comme nous y convient ces deux livres, que les contradictions de la liberté d'expression sont inhérentes aux mutations culturelles et politiques qui, au cours d'un long XVIIIe siècle, ont accompagné la première démocratisation des sociétés européennes.

Publié dans laviedesidees.fr, le 4 juin 2010

© laviedesidees.fr